



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2015022-0010**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 22 Janvier 2015**

**63 - DREAL**  
**UT 63 et UT 03**

Arrêté portant mise en demeure d'effectuer des travaux de mise en conformité: carrière exploitée par la société RODRIGUEZ FRERES, au lieu- dit "les Angles", commune de Mazoires.



**PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY DE DÔME**

**DIRECTION RÉGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET  
DU LOGEMENT**

**ARRÊTÉ**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
d'effectuer des travaux de mise en conformité  
Installations Classées pour la  
Protection de l'Environnement  
Société RODRIGUEZ FRÈRES  
Exploitation de carrière au lieu-dit  
«Les Angles » à Mazoires**

**Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

VU l'arrêté préfectoral N° 07/05226 délivré le 18 décembre 2007 à la société Rodriguez Frères, pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de pouzzolane et ses installations annexes, au lieu-dit "Les Angles", sur le territoire de la commune de Mazoires, concernant notamment la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 5 de l'arrêté préfectoral N° 07/05226 délivré le 18 décembre 2007 susvisé qui dispose au premier alinéa de son paragraphe 5-3 :

« L'exploitation se fait, conformément aux plans de phasage de l'exploitation annexés au présent arrêté, en trois phases de 5 ans et par gradin de 5 mètres de hauteur verticale maximale » ;

VU l'article 5 de l'arrêté préfectoral N° 07/05226 délivré le 18 décembre 2007 susvisé qui dispose au cinquième alinéa de son paragraphe 5-4 :

« le carreau de la carrière est constamment tenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne doivent pas s'y accumuler »

VU l'article 10 de l'arrêté préfectoral N° 07/05226 délivré le 18 décembre 2007 susvisé qui dispose à son premier alinéa :

«Le brûlage à l'air libre est interdit, et notamment le brûlage des huiles usagées, des pneumatiques et tous autres déchets ou résidus »

VU l'article 11 de l'arrêté préfectoral N° 07/05226 délivré le 18 décembre 2007 susvisé qui dispose à son huitième alinéa :

« le contrôle des niveaux sonores est effectué en limites de zone à émergence réglementée au cours des 3 mois suivant la déclaration de poursuite de l'exploitation. Ces contrôles portent sur l'ensemble des installations existantes dans le périmètre autorisé de la carrière. Le résultat de ces contrôles est

communiqué à l'inspection des installations classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations. Le contrôle des niveaux sonores est renouvelé tous les 3 ans.»

VU l'article 21 de l'arrêté préfectoral N° 07/05226 délivré le 18 décembre 2007 susvisé qui dispose au premier et deuxième alinéa de son paragraphe 21-1 :

« L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés :

- - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,
- - le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain,
- - les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique.

Ce plan est mis à jour tous les ans, avant le 31 décembre de l'année en cours.

Cette mise à jour concerne :

- - l'emprise des infrastructures (bassin de rétention, pistes, stocks...),
- - les surfaces défrichées à l'avancement,
- - le positionnement des fronts,
- - l'emprise des chantiers(découverte, extraction, parties exploitées non remises en état...)
- - l'emprise des zones remises en état,
- - les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs. »

VU l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé qui dispose à son premier alinéa :

« L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière »

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 01 septembre 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 541-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant pour avis ;

Considérant que lors de l'inspection en date du 24 juillet 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- le plan d'exploitation présenté est daté de 2010,
- une activité de brûlage des déchets est présente sur le carreau de la carrière,
- diverses ferrailles, pneumatiques usagés et divers déchets sont entreposés sur plusieurs endroits du site,
- le contrôle des niveaux sonores n'a pas été effectué,
- le plan de phasage d'exploitation n'est pas respecté en ce qui concerne la largeur des banquettes (5 m minimum),
- le plan de gestion des déchets inertes de la carrière n'est pas réalisé.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- -des articles 5-3, 5-4, 10, 11 et 21-1 de l'arrêté préfectoral N° 07/05226 délivré le 18 décembre 2007 susvisé,
- -de l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que ce manquement constitue un inconvénient, notamment sur le plan de la salubrité et de la sécurité publique ;

Considérant que ce manquement peut entraîner des nuisances sur l'environnement, notamment en termes de pollution de l'air et des sols sur le milieu environnant et d'impact sonore sur le voisinage ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RODRIGUEZ FRERES de respecter les prescriptions des dispositions des articles 5-3, 5-4, 10, 11 et 21-1 de l'arrêté préfectoral susvisé ainsi que les prescriptions des dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

# ARRÊTÉ

## ARTICLE 1

La Société RODRIGUEZ FRERES, dont le siège social est situé à BP 22 SAINTE FLORINE 43 250, exploitant une carrière de pouzzolane et une installation de premier traitement des matériaux, au lieu-dit « Les Angles » sur la commune de Mazoires est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- des articles 5-3, 5-4, 10, 11 et 21-1 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2007 en :
  - supprimant, de manière définitive, l'activité de brûlage des déchets sur le site,
  - débarrassant le site des diverses ferrailles, pneumatiques usagés et divers déchets qui y sont entreposés,
  - effectuant le contrôle des niveaux sonores de la carrière,
  - établissant un plan d'exploitation de la carrière,
  - respectant le plan de phasage d'exploitation pour ce qui concerne la largeur des banquettes (5 m minimum).
- de l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 en :
  - établissant un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière .

## ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

## ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société RODRIGUEZ FRERES et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Mazoires,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

22 JAN. 2015

Fait à Clermont-Ferrand, le

Pour le Préfet, le Secrétaire Général,

Thierry SEQUET